



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Extension du Tribunal Administratif (TA) de Dijon













Date et heure limites de réception des offres :
Lundi 14 avril 2025 à 13 : 00

Visite obligatoire

N° du marché : 2024-027-DAI_NB

Conseil D'Etat
Département des Affaires Immobilières et du Patrimoine
1 place du Palais Royal
75100 PARIS
Cedex 01

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Extension du Tribunal Administratif (TA) de Dijon
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Marché public
	Nombre de lots	4
	Délai de validité des offres	6 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Oui
	PSE	Non
	Clause sociale	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	13 mois
	Négociation	Permise

SOMMAIRE

1	- Objet et étendue de la consultation	4
1.1	- Objet	4
1.2	- Mode de passation	4
1.3	- Type et forme de contrat	4
1.4	- Décomposition de la consultation	4
1.5	- Nomenclature	4
2	- Conditions de la consultation	5
2.1	- Délai de validité des offres	5
2.2	- Forme juridique du groupement	5
2.3	- Variantes exigées	5
2.4	- Variantes libres	6
2.5	- Prestations supplémentaires éventuelles	6
2.6	- Développement durable	6
3	- Les intervenants	6
3.1	- Conduite d'opération	6
3.2	- Maîtrise d'œuvre	6
3.3	- Coordination des systèmes de sécurité incendie	6
3.4	- Contrôle technique	7
3.5	- Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
4	- Conditions relatives au contrat	7
4.1	- Durée du contrat ou délai d'exécution	7
4.2	- Modalités essentielles de financement et de paiement	7
4.3	- Confidentialité et mesures de sécurité	7
5	- Contenu du dossier de consultation	7
6	- Présentation des candidatures et des offres	8
6.1	- Documents à produire	8
6.2	- Présentation des variantes exigées	10
6.3	- Visites sur site	10
6.4	- Usage de matériaux de type nouveau	11
7	- Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
7.1	- Transmission électronique	11
7.2	- Transmission sous support papier	13
8	- Examen des candidatures et des offres	14
8.1	- Sélection des candidatures	14
8.2	- Attribution des marchés	14
8.3	- Suite à donner à la consultation - négociations	15
9	- Renseignements complémentaires	15
9.1	- Obligation de retrait sur la plateforme PLACE	15
9.2	- Adresses supplémentaires et points de contact	15
9.3	- Procédures de recours	16
10	- Clauses complémentaires	16

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :
Travaux d'extension du Tribunal administratif de Dijon.

Lieu(x) d'exécution :
Tribunal Administratif (TA) de
Dijon
22, rue d'Assas
21016 Dijon

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 4 lots :

Lot(s)	Désignation
01	FONDATIONS SPECIALES/ DEMOLITION - GROS ŒUVRE/ ETANCHEITE/ VRD ET ESPACES VERTS
02	BARDAGE METALLIQUE - MENUISERIES EXT. - SERRURERIE
03	PLATRERIE-PEINTURE/ CARRELAGE-FAIENCES/ SOLS SOUPLES
04	PLOMBERIE - VENTILATION (CVC)

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

Toutefois, l'administration attire l'attention des candidats désirant soumettre une offre pour plusieurs lots, sur le fait qu'**en aucun cas leurs offres (une offre par lot) ne pourront être liées** : les conditions d'exécution financière et technique de chacune des offres devront être indépendantes.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45210000-2	Travaux de construction de bâtiments

Lot(s)	Code principal	Description
01	45223220-4	Travaux de gros œuvre
01	45262210-6	Travaux de fondation
01	45112000-5	Travaux de fouille et de terrassement
01	45261420-4	Travaux d'étanchéification
01	44163000-0	Tuyaux et raccords
01	45112710-5	Travaux d'aménagement paysager d'espaces verts
02	45262650-2	Travaux de bardage
02	45421000-4	Travaux de menuiserie
02	45421160-3	Ferrage
03	45442100-8	Travaux de peinture
03	45430000-0	Revêtement de sols et de murs
04	45330000-9	Travaux de plomberie
04	45331200-8	Travaux d'installation de matériel de ventilation et de climatisation

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Toutefois, en cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra, pour des raisons dûment motivées (notamment en cas d'entreprise composant le groupement en difficulté), se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

2.3 - Variantes exigées

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base). Ils doivent également présenter, conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, une offre comportant des variantes pour les lots 1 et 2.

A ce titre, pour les lots 1 et 2, les prescriptions figurant dans le dossier de consultation devront être respectées.

Les candidats ont l'obligation de répondre à la solution de base et devront faire une proposition pour chacune des variantes exigées relatives au(x) lot(s) suivant(s) :

Lot(s)	Code	Description
01	L1V1	Toitures végétalisées
02	L2V1	Bardages Pierre

L'absence de ces prestations dans l'offre du candidat rendra cette dernière irrégulière et imposera son rejet.



La réponse à la solution de base et aux variantes est obligatoire.

2.4 - Variantes libres

Non autorisées

2.5 Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet

2.6 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre.

Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Les intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par un groupement constitué de :

✎ **Mandataire Architecte** : Agence Béatrice MOUTON
13 rue Chapon
75003 PARIS
Tel : 0142786741

✎ **Bureau d'études TCE** : ME2CO 208 rue des Cordiers
71000 MACON
Tel : 0385211161

✎ **Architecte d'exécution** : Atelier CLEA
64 rue de Longvic
21000 DIJON
Tel : 0345623704

Missions de base : Esquisse/APS/APD/PRO/ACT/VISA/DET/AOR



Au cours de la consultation, en aucune manière et sous aucun prétexte, les candidats ne devront s'adresser directement au maître d'œuvre. Toutes questions ou remarques devront être déposées sur la plateforme PLACE.

3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par :

PROGELEC
14 rue Tilladet
71000 MACON

3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE
4 Rue Louis de Broglie
BP 37004
21070 DIJON CEDEX

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par :

APAVE
4 Rue Louis de Broglie
BP 37004
21070 DIJON CEDEX

4 - Conditions relatives au contrat

4.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP.

4.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- La présentation synthétique des caractéristiques du marché (fichier CEQUILFAUTSAVOIR)

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1 (désignations des co-traitants et répartition des prestations)
- Le règlement de la consultation (RC) et ses 4 annexes :
 - *Annexe 1* : certificat de visite
 - *Annexe 2* : Cadre de réponse : conditions de participation du candidat
 - *Annexe 3* : Questionnaire labellisation
 - *Annexe 4* : *L'attestation sur l'honneur relative aux cas d'exclusion prévus aux articles L. 2141-1 à l'article L. 2141-5 du code de la commande publique ;*
- Le cahier des clauses administratives particulières commun à tous les lots (CCAP)
- Le calendrier prévisionnel d'exécution
- Les cahiers des clauses techniques particulières (5 CCTP)
- Les décompositions du prix global forfaitaire (4 DPGF)
- Les pièces techniques annexées

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres**. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de candidature :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Pour tout candidat membre d'un groupement, habilitation donnée au mandataire précisant les conditions de cette habilitation (voir DC1 le cas échéant)	Non
Déclaration de candidature DC1 DC2	Non
Déclaration de sous-traitance le cas échéant	Non
Le questionnaire (dûment complété) relatif aux pratiques de l'attributaire en matière d'égalité professionnelle, de prévention des discriminations et de promotion de la diversité	Non
Production du BEGES	Non

Information relative au BEGES : Les candidats soumis à l'article L. 229-25 du code de l'environnement devront

justifier, à la demande de l'acheteur, qu'ils ont satisfait à l'obligation que cet article prévoit en produisant un bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre pour l'année qui précède l'année de publication de la présente consultation. En l'absence de présentation de celui-ci au stade de l'attribution, celui-ci se réserve le droit d'exclure le(s) candidat(s) concerné(s) de la procédure. »

L'acheteur se réserve le droit d'activer l'exclusion ou non au cas par cas en application des articles L.2141-7-2 et L.2141-11 du code de la commande publique.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration d'assurance décennale	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin).	Non
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires :

- DC1 (lettre de candidature),
- DC2 (déclaration du candidat)

→ Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

- Conditions de participation du candidat : capacités techniques et professionnelles, moyens humains

→ Ce document est l'annexe 3 du présent RC.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
Un certificat de visite des locaux	Non
L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1	Non
La décomposition du prix global forfaitaire du lot concerné (DPGF)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non
La Fiche environnementale FDES (Fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire)	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les documents désignés ci-dessous ne sont pas exigibles au stade du dépôt de l'offre mais leur intégration au dossier déposé par les candidats permettra d'accélérer les formalités d'attribution du marché au titulaire:

- ✍ RIB
- ✍ Capacité juridique du signataire de l'offre,
- ✍ Justificatif d'assurance décennale et autres assurances demandées dans le cadre de cette consultation,
- ✍ Attestation de régularité fiscale, certificat régularité URSSAF,
- ✍ Certificat de versement régulier cotisations congés payés / intempéries,
- ✍ Certificat de paiement caisse retraite (le cas échéant)
- ✍ Liste des travailleurs étrangers soumis à autorisation de travail ou, le cas échéant, attestation de non emploi de travailleurs étrangers
- ✍ Si emploi de travailleurs détachés : copie de la déclaration de détachement transmise à l'UT DREETS + désignation du représentant.

6.2 - Présentation des variantes exigées

Les candidats présenteront un dossier général "variantes exigées" comportant un sous-dossier pour chacune de ces prestations. Chaque prestation sera chiffrée dans l'acte d'engagement, en complément de l'offre de base.

6.3 - Visites sur site

L'acheteur estime que la rédaction d'une offre pertinente nécessite une connaissance précise du périmètre des travaux et de la configuration du site. Cela implique également, pour chaque candidat, de se familiariser avec le milieu judiciaire et de prendre connaissance des contraintes inhérentes à ce milieu. Dès lors, **une visite sur site est obligatoire.** L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de solliciter cette visite le plus tôt possible.

Pour ce faire, il conviendra impérativement de prendre rendez-vous au préalable avec :

Mme Bénédicte MASSIA-KURA - Greffière en chef
Courriel : benedicte.massia-kura@juradm.f

En mettant en copie :

Madame Michaëlle YUNG - Cheffe de projet
Courriel : michaëlle.yung@conseil-etat.fr

Les visites s'effectueront nécessairement au plus tard le 04 avril 2025.

La demande de visite doit être anticipée dans un délai d'au moins une semaine avant la date souhaitée (sans que cette dernière n'excède la limite fixée ci-dessus)

Dans le cas contraire, la possibilité de visite ne peut être garantie.

La visite donnera lieu à la remise d'un récépissé à joindre avec le dossier de candidature et d'offre.

6.4 - Usage de matériaux de type nouveau

Si le candidat propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le Cahier des clauses administratives particulières la clause suivante :

" L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après mis en œuvre sur sa proposition :

..... pendant le délai de
ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants. Cette garantie engage le titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage, par le (les) matériau(x) et fourniture(s) suivantes :

..... "

Le cas échéant, le Cahier des clauses administratives particulières sera modifié dans le cadre de la mise au point du marché.

7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 - Transmission électronique

En application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les candidats doivent obligatoirement remettre leurs candidatures et leurs offres de manière dématérialisée exclusivement sur la plateforme des achats de l'Etat (Place) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Si la signature électronique n'est pas exigée lors de la remise des plis, les candidats sont néanmoins invités à signer de manière anticipée l'acte d'engagement par une personne ayant capacité à engager le candidat (ou le membre du groupement) via un certificat de signature électronique valide.

Si le candidat adresse plusieurs plis sous forme dématérialisée, seul le dernier pli reçu, dans les conditions du présent règlement, sera examiné.

Pour aider les candidats, un guide d'utilisation est disponible sur Place et la Direction des affaires juridiques du ministère de l'économie a publié un Guide « très pratique » de la dématérialisation des marchés publics à destination des opérateurs économiques : https://www.economie.gouv.fr/files/directions_services/daj/marches_publics/dematerialisation/Guide_OE_DEF28052020.pdf?v=1591181697

11.1. Remise des plis sous forme dématérialisée

11.1.1. Conditions de la dématérialisation

Les plis devront être transmis avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception du pli correspondra au dernier octet reçu.

Les plis parvenus après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminés sans avoir été lus et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les candidats à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture.

À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf

- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt, .odt, .ods, .odp, .odg
- le format DWG ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, .png

Le candidat est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les .exe,
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros",
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Le candidat est invité à nommer les pièces de façon concise afin d'en faciliter l'ouverture par le pouvoir adjudicateur et l'archivage des documents. Il vous est proposé de nommer les documents par leur nature et par le nom de la société.

Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du candidat à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficulté lors de la remise de son pli, le candidat est invité à envoyer un mail à l'adresse suivante : bureaumarchespublics@conseil-etat.fr.

En cas de remise au format dématérialisé, les candidats peuvent signer électroniquement par anticipation l'acte d'engagement au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par l'arrêté du ministre de l'économie et des finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Le signataire utilise l'outil et la norme de signature de son choix, sous réserve de fournir gratuitement les moyens nécessaires à la vérification de cette signature et de son certificat si celui-ci n'est pas encore reconnu par PLACE.

Cependant, les catégories de certificats de signature utilisées doivent être conformes à la norme eIDAS de niveau « Qualifié ».

Le candidat peut également utiliser un certificat délivré par une autorité de certification ne figurant sur aucune de ces listes. Si le certificat de l'autorité est officiellement référencé mais n'apparaît pas encore sur la liste mise à disposition (attente d'une mise à jour), le candidat devra produire les documents attestant de son état.

Le certificat de signature utilisé doit être référencé sur une des listes suivantes :

France : <http://www.lsti-certification.fr/>

Europe : http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm

La liste des autorités de certification délivrant des certificats acceptés par Place est également disponible sur <https://www.marches-publics.gouv.fr> en cliquant sur le lien en pied de page « liste des certificats ».

Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature de la plateforme de dématérialisation, il doit joindre à son envoi électronique l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent au moins la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le candidat reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré, de par sa signature électronique au sens des articles 1365 à 1368 du code civil qui entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au candidat de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Si le candidat décide par anticipation de signer son acte d'engagement dès la remise des offres, il est rappelé que la signature d'un fichier zip ne vaut pas signature de celui-ci. De même, une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur et ne peut remplacer la signature électronique.

Le candidat devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi et accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou "virus"

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique (CD, clé USB ...) envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté ;
- la candidature ou l'offre informatique n'est pas parvenue dans les délais suite à un aléa de transmission non lié au fonctionnement de la plateforme ;
- si la candidature ou l'offre n'a pas pu être ouverte.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert. Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé à l'adresse suivante :

**Conseil d'État
Direction de la prospective et des finances
Bureau des marchés
1, place du Palais Royal
75100 PARIS cedex 01**

OU remis sur place à l'adresse suivante :

**Conseil d'État
Direction de la prospective et des finances
Bureau des marchés
98-102, rue de Richelieu
75002 Paris**

Et portera les mentions suivantes :

Consultation n° 2024-027-DAI-NB :

Travaux d'extension du tribunal administratif de Dijon

NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

7.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée **pendant la négociation**, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour tous les lots

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Valeur technique	50.0
2.1-Adéquation des moyens humains (qualifications du personnel dédié à l'opération) / matériels, performance technique des matériaux proposés	20.0 points
2.2-Méthodologie/Organisation, notamment au regard des contraintes inhérentes au milieu judiciaire et en site occupé et aux contraintes inhérentes à la disposition des lieux + Plan de contrôle + planning détaillé avec plan de phasage	30.0 points
3-Démarche environnementale : démarche éco responsable sur le chantier	10.0

Modalités de notation

- **Critère "Prix des prestations" (40 points)**

Ce critère sera apprécié à partir du prix global et forfaitaire indiqué par le candidat dans l'acte d'engagement.

- **Critère "Valeur technique de l'offre" (50 points)**

Ce critère sera apprécié à partir de l'offre technique remise par le candidat dans son offre. La note du critère "Valeur technique" est obtenue par l'addition des notes obtenues pour chaque sous-critère.

- **Critère démarche environnementale (10 points)**

Ce critère sera apprécié à partir de l'offre technique remise par le candidat dans son offre. La note du critère "Valeur technique" est obtenue par l'addition des notes obtenues pour chaque sous-critère.

Synthèse des critères

La note finale, sur 100 points, est obtenue par l'addition des notes pondérées obtenues pour les différents critères.

Si lors de l'établissement du classement final les deux premiers candidats obtiennent le même nombre de points, l'offre financièrement la plus intéressante sera classée en première position.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 - Suite à donner à la consultation - négociations

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les candidats sélectionnés (3 maximum par lot). Le cas échéant, l'acheteur ne sera pas tenu d'engager des négociations avec tous les candidats dont l'offre est réglementaire mais pourra négocier avec le(s) seul(s) candidat(s) qu'il retiendra pour cette phase. En outre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'acheteur ne procédera à aucune négociation basée sur la seule composante "prix" (pas de demande de "remise sèche"). Seules seront prises en compte les modifications tarifaires dues aux évolutions apportées à leur offre par les candidats suite aux demandes formulées par le pouvoir adjudicateur lors des négociations. Les remises sèches (« sans cause technique »), rabais commerciaux, offres commerciales etc. seront ignorées. Les conclusions des négociations seront formalisées à l'issue de cette phase et intégreront le corpus des documents contractuels du marché.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Les attestations d'assurance dues devront également être produites dans le même délai.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Obligation de retrait sur la plateforme PLACE

Afin de recevoir les réponses aux questions posées par les autres candidats, ou pour être tenu informé de toute modification apportée par le pouvoir adjudicateur à la procédure en cours, il est essentiel d'être identifié par l'acheteur. A cette fin, chaque candidat veillera à télécharger le DCE de la consultation sur le profil d'acheteur de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), en laissant ses coordonnées détaillées et en utilisant une adresse mail relevée régulièrement.

9.2 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.3 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy 75004 Paris
Tél : 0144594400
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

La juridiction peut être saisie par voie dématérialisée à l'adresse : www.telerecours.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Paris

10- Clauses complémentaires

Le Conseil d'Etat est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Les titulaires d'un lot devront s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de leurs pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes. La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances ».

A cet effet, préalablement à la notification, le titulaire pressenti remplira un questionnaire fourni dans le DCE. La transmission/réponse à ce questionnaire ne conditionne pas l'attribution définitive du marché.